

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 28 mai 2026

### FOCUS - REFORME DE LA LOI MINIERE AU VENEZUELA : ENTRE OUVERTURE ECONOMIQUE ET LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION MINIERE ILLEGALE. 2

#### **Bolivie** 3

Sept jeunes sur dix gagnent moins de 360 \$ par mois. 3

#### **Colombie** 3

Au T1 2026, la production pétrolière baisse à 740 800 barils par jour. 3

Les blocus des mineurs à Buenaventura (2<sup>e</sup> port de Colombie) sont responsables de pertes de plus de 25 M\$. 3

A quelques jours des élections présidentielles, les *spreads* augmentent. 3

Le Conseil d'État autorise le comité de politique monétaire colombien à se réunir sans le ministre des Finances. 4

#### **Équateur** 4

Le secteur des hydrocarbures fait face à une crise structurelle. 4

Le ministère de l'Agriculture se prépare au phénomène El Niño. 5

#### **Guyana** 5

Le gouvernement émet une obligation destinée à la diaspora guyanienne. 5

Le 9<sup>e</sup> projet d'exploitation d'ExxonMobil, Haimara, prévoit de regrouper les gisements découverts en une seule zone axée sur le gaz. 5

#### **Pérou** 6

Selon l'IPE – un *think tank* – Les candidats au second tour ne présentent pas de propositions de consolidation budgétaire. 6

La Chine renforce sa position dans le commerce extérieur péruvien. 6

#### **Suriname** 6

En avril 2026, l'inflation atteint 10,9 %. 6

#### **Venezuela** 7

En 2026, l'inflation s'établirait à 192 %, selon les économistes. 7

Les États-Unis et l'Inde bénéficient du rebond pétrolier vénézuélien. 7

Le gouvernement cherche à simplifier la bureaucratie. 7

Les ventes du secteur automobile ont connu une croissance de près de 50 % au premier trimestre 2026. 7

# Focus - Réforme de la loi minière au Venezuela : entre ouverture économique et lutte contre l'exploitation minière illégale.

**Le Venezuela a engagé en avril 2026 une réforme minière majeure, qui remplace le cadre réglementaire établi en 1999 et modifié en 2015, qui réservait à l'État l'exploitation des minerais.** Elle autorise désormais les entreprises privées, nationales ou étrangères, ainsi que les consortiums publics-privés, à participer à l'exploration, à l'exploitation et à la commercialisation des ressources minières, en particulier l'or et les minéraux dits stratégiques. Cette évolution rapproche le cadre juridique vénézuélien de celui observé dans d'autres pays riches en ressources naturelles, où l'État conserve la propriété du sous-sol mais délègue l'exploitation à des acteurs privés.

**Pour attirer les investissements, la réforme instaure un cadre fiscal relativement attractif en comparaison internationale,** mais qui laisse aux autorités une importante marge de manœuvre. Les redevances peuvent atteindre jusqu'à 13 % de la valeur brute de la production, mesurée par le cours mondial du minerai extrait. S'y ajoutent une taxe de commercialisation pouvant aller jusqu'à 5 % du prix de vente du minerai et une taxe d'activité minière pouvant représenter jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires global des entreprises minières. Toutefois, ces taux dépendent de l'appréciation de l'administration, en particulier du ministère du Développement minier écologique. Par ailleurs, la Banque centrale du Venezuela (BCV) bénéficie d'un droit de préemption sur l'achat de l'or pour une période de cinq jours à partir du moment où l'or est formellement mis en vente, ce qui renforce le contrôle de l'État sur le secteur.

**Comme dans le secteur pétrolier, la réforme minière s'inscrit dans un contexte de rapprochement progressif entre Caracas et Washington.** Les États-Unis ont d'abord assoupli certaines restrictions avant même l'adoption de la loi. Dès le 6 mars 2026, le département du Trésor étatsunien, via l'OFAC, a émis la licence générale n° 51 (LG51) autorisant les opérations liées à l'or d'origine vénézuélienne, notamment son exportation et son importation aux États-Unis. Cette licence a été complétée le 27 mars par une version actualisée (LG51A), précisant les obligations administratives des opérateurs, ainsi que par les licences 54 et 55 (LG54, LG55), qui autorisent la fourniture de biens et services au secteur minier et la conclusion de contrats d'investissement.

**Au-delà de l'attractivité économique, la réforme vise également à encadrer un secteur historiquement caractérisé par une forte informalité, des tensions sociales importantes, un manque de sécurité juridique et des impacts environnementaux majeurs.** Ces difficultés s'observent particulièrement dans l'Arc minier de l'Orénoque : cette zone, qui concentre la majeure partie de l'exploitation minière au Venezuela, abrite d'importants gisements d'or, de diamants, de coltan et de bauxite. L'exploitation y est le plus souvent illégale et sous le contrôle du crime organisé ou de diverses bandes armées, comme les dissidences des ex-FARC colombiennes. Cette exploitation illégale génère des conflits ainsi que de graves atteintes aux écosystèmes et aux droits des peuples autochtones, en particulier dans la zone frontière avec le Brésil des États de l'Amazonas et du Bolivar. Dans ce contexte, la réforme crée une Superintendance de l'activité minière chargée du contrôle des concessions, ainsi qu'un Fonds social minier destiné à soutenir les travailleurs du secteur. Le dispositif est complété par un régime de sanctions étendu, couvrant les domaines pénal, civil, administratif et commercial, afin de lutter contre les pratiques illégales.

# Bolivie

Sept jeunes sur dix gagnent moins de 360 \$ par mois.

Environ 70 % des jeunes gagnent moins de 360 \$ (2 500 BOB) par mois, un chiffre inférieur au salaire minimum national, selon l'INE (Institut national de statistique). Plus encore, le chômage des jeunes est de 1,4 pp supérieur au taux national, avec 4,3 % contre 2,7 % pour la population générale, avec une économie informelle estimée à 80 %. Selon l'économiste Mario Tomianovic, les jeunes rencontrent plus de difficultés à trouver un emploi et les conditions de travail sont précaires. Il explique cette situation par des facteurs structurels, notamment le coût élevé de la formalité, qui touche surtout les jeunes ayant peu d'expérience professionnelle. La plupart se tournent donc vers le marché informel, souvent mal rémunéré et instable. D'autres préfèrent même migrer pour trouver de meilleures opportunités à l'étranger.

# Colombie

Au T1 2026, la production pétrolière baisse à 740 800 barils par jour.

Au T1 2026, la production de pétrole et de gaz est en baisse, respectivement de -2,2 % et de -15,7 % par rapport au T1 2025. La production de pétrole représentait 740 800 barils par jour (bpj) en moyenne au T1. Pour autant, les activités de cokéfaction et raréfaction sont en hausse de +7,6 % sur le trimestre, tirant à la hausse le résultat global du secteur des hydrocarbures (+0,4 % sur le trimestre en g.a.). En mars 2026, les exportations de pétrole ont atteint un point haut à 1,6 Md\$, en hausse de +7,3 % par rapport à mars 2025, du fait de la hausse des prix du pétrole. En volume, les exportations de pétrole ont en réalité baissé de -16,8 % en g.a.

Les blocus des mineurs à Buenaventura (2<sup>e</sup> port de Colombie) sont responsables de pertes de plus de 25 M\$.

Les transporteurs rapportent des pertes de plus de 25 M\$ (100 Md COP) et les commerçants de Buenaventura des dommages de près de 300 000\$ (1,2 Md COP) en raison de la fermeture totale de l'autoroute Buenaventura-Loboguerrero-Buga liée à la protestation minière. Les mineurs déplorent l'adoption d'une résolution par la *National Mining Agency* interdisant les activités minières dans les zones naturelles protégées, qui, selon eux, affecte directement leur activité économique et la stabilité de centaines de familles. Ils exigent des garanties pour le développement de leur activité et la présence du gouvernement national à la table des négociations.

Cinq jours après le début des blocus sur la route Buga-Buenaventura par les communautés minières, le secteur de Saragosse a été rouvert, a déclaré la gouverneure du Valle del Cauca, Dilian Francisca Toro, tandis que des discussions se poursuivent pour rouvrir les autres zones fermées. Elle a également souligné que la reprise de la mobilité est essentielle pour protéger l'emploi et l'approvisionnement en nourriture et en médicaments dans le Valle del Cauca et dans le reste du pays. De fait, les fermetures dans ce corridor routier ont mis en péril le flux quotidien de 3 000 à 4 600 véhicules, générant des pertes moyennes allant jusqu'à 1,5 M\$/j (5,6 Md COP).

A quelques jours des élections présidentielles, les spreads augmentent.

Le Credit Default Swap (CDS) de la Colombie atteint 220,9 points de base en mai, selon Bloomberg. Le pays creuse l'écart avec ses voisins, dont les CDS s'établissent à 128 points pour le Brésil, 96 pour le Pérou, 71 pour le Mexique et 51 pour le Chili. Ainsi, alors qu'au début de 2025 les CDS de la Colombie

représentaient environ 1,7 fois la moyenne de ces pays, ce ratio a progressivement augmenté pour atteindre près de 2,5 fois à la mi-avril.

**L'augmentation des CDS reflète une perception accrue du risque concernant la Colombie sur les marchés financiers**, signe de l'inquiétude des investisseurs quant à la capacité du pays à rembourser ses dettes. Cette augmentation s'explique par trois facteurs : (i) l'incertitude quant au résultat des élections présidentielles ; (ii) le pays maintient un déficit élevé et l'un des plus grands déficits primaires de la région ; (iii) les désaccords entre la Banque centrale colombienne et le ministère des Finances soulèvent des interrogations sur la discipline monétaire et l'indépendance de la politique monétaire du pays (cf. [Brèves semaine 18](#)). L'Anif (centre d'études économiques colombien) avertit que, dans les conditions actuelles de forte dépense publique, la dette nette du gouvernement central national pourrait dépasser la limite de 71 % du PIB en seulement trois ans.

**Le Conseil d'État autorise le comité de politique monétaire colombien à se réunir sans le ministre des Finances.**

**Le Conseil d'État suspend provisoirement le décret établissant la présence obligatoire du ministre des Finances à la réunion du comité** pour pouvoir prendre des décisions de politique monétaire. L'article 35 du décret 2520 de 1993 établit que « elle ne pourra siéger, délibérer et prendre des décisions qu'en présence d'au moins cinq de ses membres, dont l'un devra être le ministre des Finances et du Crédit public, qui la présidera ». Face à la rupture annoncée par le gouvernement avec la Banque centrale, et la possible absence du ministre, cette suspension cherche à éviter la paralysie de l'institution par une politique de la chaise vide.

**La prochaine réunion du comité se tiendra ce vendredi.** Si le ministre des Finances avait bien

assisté à la précédente réunion, malgré des annonces indiquant son absence, le directoire avait décidé à l'unanimité de maintenir les taux à 11,25 % afin de préserver l'institution (cf. [Brèves semaine 18](#)), malgré un contexte d'inflation persistante et qui continue d'augmenter, et d'anticipations qui restent supérieure à la cible de politique monétaire. Pour mémoire, l'inflation s'est établi à 5,7 % en avril (en g.a.).

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	5,0%	34,1%	2195
Change USD/COP	-1,2%	-11,7%	3645
Change EUR/COP	-1,0%	-9,6%	4246
Prix du baril (Brent, USD)	-9,2%	48,0%	94,97

## Équateur

**Le secteur des hydrocarbures fait face à une crise structurelle.**

**La différence entre la consommation de pétrole et sa production est passée de 21 millions de barils en 2022 à 42 millions en 2025**, fragilisant la balance commerciale pétrolière, selon la Banque centrale d'Équateur (BCE). D'une part, ce déséquilibre s'explique par la hausse de la demande, favorisée par la croissance économique. D'autre part, le parc de raffineries s'est fortement détérioré après une décennie de sous-investissement, le budget du raffinage ayant chuté de 400 M\$ en 2015 à 22 M\$ en 2025.

**L'Équateur a annoncé la construction de la raffinerie de Santa Elena**, mais l'absence de date de lancement ne permet pas d'en faire une solution à court ou moyen terme. De plus, les exportations de pétrole ayant chuté de -7 %, il sera plus difficile de tirer parti de la hausse des prix du pétrole, tandis que les importations de produits dérivés devraient augmenter. Dès lors, une hausse des prix du pétrole pourrait avoir un effet négatif sur la balance commerciale.

## **Le ministère de l'Agriculture se prépare au phénomène El Niño.**

### **Le ministère de l'Agriculture a annoncé l'achat de 20 000 tonnes de riz avant le mois de juin**

afin d'alimenter les réserves alimentaires du pays, au-devant du phénomène climatique *El Niño* (cf. [Focus semaine 21](#)). Ces achats doivent également garantir aux petits producteurs que le prix de revente couvre au moins les coûts de production. De plus, des programmes de drainage sont menés afin de limiter l'effet de la hausse des pluies sur les cultures de riz, de maïs ou encore sur l'élevage.

### **Une assurance agricole, subventionnée pour les petits producteurs, est également mise en place.**

4 M\$ seront dédiés aux primes subventionnées pour les petits producteurs. Le ministère doit encore déterminer les mécanismes d'activation de l'assurance, en fonction de l'effet territorial (sécheresse ou pluviométrie significative).

## **Guyana**

### **Le gouvernement émet une obligation destinée à la diaspora guyanienne.**

**Le président a annoncé mardi que le gouvernement émettra une obligation pour collecter l'épargne des Guyaniens à l'étranger et financer des projets d'infrastructures publiques.** Les obligations de la diaspora sont des instruments de dette spécialisés émis par les gouvernements pour attirer les investissements des citoyens vivant à l'étranger. Selon l'exécutif, l'initiative vise à offrir aux Guyaniens de la diaspora une opportunité directe de participer à la transformation du pays.

**Cette initiative s'inscrit dans un contexte d'expansion rapide de l'économie guyanienne,** qui accentue les besoins en infrastructures. Les détails concernant la taille de l'obligation, les rendements attendus, les conditions d'éligibilité ou les projets ciblés

n'ont pas encore été annoncés. Selon le président, la majorité des préoccupations soulevées par les membres de la diaspora concernaient l'investissement des entreprises et le développement économique, et non des inquiétudes liées à des problèmes de sécurité ou d'instabilité, ce qui représente un tournant important. Il les a également appelés à investir dans l'immobilier, secteur en pleine expansion, notamment dans le projet de création d'une nouvelle ville nommée *Silica City*.

### **Le 9<sup>e</sup> projet d'exploitation d'ExxonMobil, Haimara, prévoit de regrouper les gisements découverts en une seule zone axée sur le gaz.**

**Le président a annoncé mardi que le gisement Haimara est la 12<sup>e</sup> découverte d'ExxonMobil au large du Guyana.** Environ 63m de grès contenant du condensat de gaz ont été découverts en 2019 dans le puits Haimara-1, qui a été foré jusqu'à une profondeur de 5 570 m.

**Le concept actuel prévoit une installation de production flottante (FPSO) près de Haimara, reliée par des raccordements sous-marins aux gisements environnants.** La capacité de production prévue pour le FPSO devrait se situer entre 1 000 et 1 500 Mpc standard par jour de gaz naturel et entre 160 000 et 220 000 barils de condensats par jour. Haimara devrait entrer en production en 2031, avec une durée de vie prévue d'au moins 30 ans. ExxonMobil a déposé une demande d'autorisation environnementale auprès de l'Agence guyanienne de protection de l'environnement pour le projet.

**Le gouvernement guyanien fait pression pour que soient exploitées les ressources gazières situées près de la frontière avec le Suriname dans le but d'accroître la consommation nationale de gaz.** ExxonMobil étudie la possibilité d'acheminer du gaz par gazoduc depuis cette région jusqu'à Berbice, région où

le Gouvernement souhaite installer un *hub* économique et industriel. Le Guyana poursuit également le projet « *Gas-to-Energy* », qui utilisera le gaz provenant du gisement de Liza. Une deuxième phase devrait utiliser le gaz issu de l'exploitation de Hammerhead.

## Pérou

**Selon l'IPE – un *think tank* – Les candidats au second tour ne présentent pas de propositions de consolidation budgétaire.**

Selon l'institut péruvien d'économie (IPE, un *think tank* péruvien), les propositions du parti de droite *Fuerza Popular* aurait un coût annuel supplémentaire de près de 10 Md\$ (34 Md PEN), tandis que celui de gauche porté par *Juntos por el Perú* s'élèverait à 5,5 Md\$ (19 Md PEN), dans un contexte où le prochain gouvernement héritera de finances publiques jugées déséquilibrées. En 2024, bien que les recettes fiscales aient augmenté grâce à la hausse des prix des minerais exportés par le Pérou (cf. prochaine brève), elles ne représentent toujours que 15 % du PIB, un niveau bien inférieur à celui des pays voisins comme l'Argentine et le Chili, où il se situe autour de 20 %. La base fiscale du pays est en effet limitée. Par exemple, seules 6 % des entreprises contribuent à plus de 90 % de l'impôt sur les sociétés. Parallèlement, le secteur public a fait face à des pressions croissantes sur les dépenses ces dernières années, notamment en raison de la hausse de la masse salariale publique (+169 % entre 2010 et 2026) et de l'investissement public (+5 % entre 2019 et 2025). Toutefois, **aucun des deux partis ne fait référence à un assainissement budgétaire** ou à un renforcement du Fonds de stabilisation budgétaire (fonds d'épargne de l'État), qui a terminé l'année 2025 à seulement 0,9 % du PIB.

Selon l'IPE, **le prochain gouvernement doit profiter des prix encore élevés des minerais pour rééquilibrer les finances publiques tout**

**en renforçant le cadre institutionnel**, notamment dans la désignation des autorités chargées de la gestion budgétaire. En effet, entre 2021 et 2026, le ministère de l'Économie et des Finances et l'administration fiscale péruvienne ont connu 16 changements de direction, signe d'une forte instabilité institutionnelle.

**La Chine renforce sa position dans le commerce extérieur péruvien.**

**La Chine a représenté 37 % du commerce extérieur péruvien au premier trimestre 2026**, consolidant sa position de premier partenaire commercial du pays. Les échanges bilatéraux ont progressé de 34 %, tandis que les exportations péruviennes vers la Chine ont atteint 10,7 Md\$, principalement portées par le cuivre, l'or et d'autres produits miniers. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte de forte hausse des prix des matières premières, avec des progressions de 62 % pour l'or et 55 % pour le cuivre au mois de mars 2026 (en g.a.).

**Au total, le commerce extérieur péruvien a progressé de 25 % sur la période**, permettant un excédent commercial historique de 12,9 Md\$. Cette performance confirme la dépendance croissante du Pérou aux exportations extractives et à la demande chinoise : la Chine absorbe à elle seule près de la moitié des exportations minières du pays. En parallèle, le Pérou poursuit la ratification du protocole d'optimisation de l'accord de libre-échange avec la Chine, dans un contexte de renforcement des liens commerciaux, logistiques et d'investissement entre les deux pays.

## Suriname

**En avril 2026, l'inflation atteint 10,9 %.**

**L'inflation au Suriname a atteint 10,9 % en avril (en g.a.). Par rapport à mars 2026, les prix ont**

**augmenté de 0,8 %**, selon l'ABS (Bureau général de statistique). Les prix de l'alimentation, des transports, des services médicaux et du logement ont notamment fortement augmenté. Les prix des fruits et légumes ont progressé de 23 % en g.a. et le prix du poisson de 15 % en avril en g.a. Par ailleurs, les soins de santé sont de plus en plus coûteux : l'inflation des services médicaux et paramédicaux a atteint 125 % (en avril, en g.a.). Enfin, les coûts de transport deviennent également un poste de dépense important, les coûts d'entretien et de réparation des équipements de transport ayant augmenté de 4,6 % par rapport à mars 2026. L'ABS souligne que les variations de prix diffèrent fortement d'un produit à l'autre, la dispersion allant de -44 % à +600 %.

## Venezuela

**En 2026, l'inflation s'établirait à 192 %, selon les économistes.**

**Selon les prévisions de l'économiste Jesús Palacios Chacín, en 2026, la croissance pourrait atteindre 12 % portée par le dynamisme du secteur pétrolier** (+18 %) et de manière moins significative, du secteur non-pétrolier (+6 %), selon les dernières estimations. L'inflation pourrait, elle, s'établir à 192 % en g.a. Le FMI estime lui que l'inflation s'établira à 220 % en fin d'année, pour une croissance de 4 % seulement.

**Les États-Unis et l'Inde bénéficient du rebond pétrolier vénézuélien.**

**Le Venezuela aurait exporté 10 millions de barils de pétrole aux États-Unis depuis le début de l'année**, dans le cadre de l'accord énergétique signé le 30 avril entre les deux pays. Les raffineries étatsuniennes appliquent un rabais de 5\$ par baril (85\$/baril en moyenne).

**En mai 2025, le Venezuela aurait exporté 319 200 barils par jour vers l'Inde** (+13,9 % par rapport à avril 2025), soit 30 % de la production vénézuélienne. Ces échanges sont permis par la licence de *Reliance Industries*, entreprise indienne spécialisée dans l'industrie pétrochimique.

**Le gouvernement cherche à simplifier la bureaucratie.**

**Le gouvernement cherche à recomposer son administration dans un souci de simplification.** Celle-ci doit notamment permettre d'accélérer les processus judiciaires et réglementaires afin d'assurer la sécurité juridique des investisseurs étrangers. Le 26 mai la présidente (a.i.) a nommé le vice-président sectoriel chargé du socialisme social et territorial et ministre de l'Éducation, Héctor Rodríguez, comme Commissaire présidentiel à la restructuration et à la réorganisation de l'État. La vice-présidente sectorielle à la Planification et ministre de l'Économie et des Finances, Anabel Pereira, a également été nommée Commissaire présidentielle à la gestion efficace de l'État. Les deux fonctionnaires devront présenter conjointement un plan de restructuration dans un délai de 90 jours.

**Une consultation publique par Internet sur le sujet a été lancée.** D'une durée de 15 jours, la consultation doit permettre d'identifier les procédures obsolètes dans 25 institutions publiques.

**Les ventes du secteur automobile ont connu une croissance de près de 50 % au premier trimestre 2026.**

**Les projections de ventes du secteur automobile en 2026 sont favorables, portées par la hausse de 50 % des ventes au premier trimestre par rapport à la même période de l'année dernière**, selon Eduardo Cáceres, président exécutif de la Chambre de l'automobile vénézuélienne. Il estime que la

commercialisation de véhicules neufs atteindra au moins 50 000 unités cette année.

En 2025, 38 600 unités ont été vendues, entre véhicules de tourisme et de fret, et, selon lui, la tendance positive se poursuivra cette année grâce à l'essor de l'investissement privé et à la confiance dans le secteur. M. Cáceres a également souligné la nécessité de créer des groupes d'échange impliquant les acteurs clés du secteur afin de réfléchir à des propositions

favorisant un environnement plus concurrentiel et attractif.

**Par ailleurs, la croissance de la flotte de véhicules promet également de dynamiser des secteurs transversaux de l'économie**, tels que les services de maintenance technique, l'industrie des pièces détachées, les compagnies d'assurance et l'offre de financements aux entreprises et aux particuliers.

## Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dettes publiques brutes (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
				2025	2026 p.			2023	Variation par rapport à 2022	
	2026 p.	2026 p.	2026 p.			2026 p.	2026 p.	2023		
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr](mailto:sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Carla DERVILLE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)